

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ville de Saint-Joseph-de-Sorel | 53050 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Amélie Champigny, trésorière, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Saint-Joseph-de-Sorel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature _____ Date 12 mai 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	27
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	28
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	29
Situation financière par organismes	30
Charges par objets	31
Excédent (déficit) accumulé	32
Avantages sociaux futurs	36

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	44
Analyse des charges consolidées	56

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Saint-Joseph-de-Sorel

Opinion avec réserve

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés de la Municipalité de Saint-Joseph-de-Sorel (l'« entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états consolidés des résultats, de la variation de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de mon rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Saint-Joseph-de-Sorel au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de l'actif net et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Municipalité n'a pas appliqué les exigences du nouveau chapitre SP 3280 « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, qui s'applique aux exercices financiers ouverts à compter du 1er avril 2022. Ainsi, au 31 décembre 2024, la municipalité n'a pas évalué ni comptabilisé un passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations et n'a pas fourni les informations requises sur les obligations. L'impact de cette dérogation sur les états financiers consolidés pour l'exercice terminé au 31 décembre 2024 n'a pas été déterminé.

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Je suis indépendant de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit des états financiers au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

J'attire l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Joseph-de-Sorel inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations qui sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23, portent sur l'établissement du surplus de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Mon opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- J'identifie et évalue les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets-en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- J'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- J'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- Je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenu d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- J'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécie si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- J'obtiens des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Je suis responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assume l'entière responsabilité de mon opinion d'audit.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

Daniel Tétreault, CPA inc.
Amos, le 3 avril 2025

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023 Redressé note 24
Revenus				
Taxes	1	4 793 585	4 792 148	4 424 764
Compensations tenant lieu de taxes	2	35 000	43 176	35 670
Quotes-parts	3			417 176
Transferts	4	416 775	729 880	463 111
Services rendus	5	395 875	417 784	340 453
Imposition de droits	6	31 000	59 588	50 772
Amendes et pénalités	7	5 500	11 479	9 005
Revenus de placements de portefeuille	8		4 060	3 316
Autres revenus d'intérêts	9	43 000	81 673	162 079
Autres revenus	10		(975)	104 611
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	5 720 735	6 138 813	6 010 957
Charges				
Administration générale	14	1 334 885	1 513 071	1 302 885
Sécurité publique	15	548 540	528 073	482 233
Transport	16	997 875	1 016 143	1 155 529
Hygiène du milieu	17	733 025	993 347	1 366 288
Santé et bien-être	18	7 105	5 956	8 429
Aménagement, urbanisme et développement	19	48 045	66 169	74 643
Loisirs et culture	20	1 254 250	1 673 011	1 542 720
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	244 190	248 302	223 869
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	5 167 915	6 044 072	6 156 596
Excédent (déficit) lié aux activités	25	552 820	94 741	(145 639)
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		19 363 959	19 507 462
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27		(2 136)	
Solde redressé	28		19 361 823	19 507 462
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		19 456 564	19 361 823

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023 Redressé note 24
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	532 299	1 099 366
Débiteurs (note 5)	2	3 369 075	3 581 702
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	5 241	24 720
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6	103 837	74 661
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	4 010 452	4 780 449
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	488 495	428 050
Revenus reportés (note 11)	12	164 281	205 959
Dette à long terme (note 12)	13	8 537 256	9 614 973
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	31 953	30 475
	16	9 221 985	10 279 457
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(5 211 533)	(5 499 008)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	24 487 013	24 790 866
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	41 187	64 130
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	139 897	5 835
	23	24 668 097	24 860 831
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	19 456 564	19 361 823
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	19 456 564	19 361 823
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	19 456 564	19 361 823

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	552 820	94 741	(145 639)
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	911 322)	488 591)
Produit de cession	3		1 034	
Amortissement	4		1 210 156	1 128 007
(Gain) perte sur cession	5		3 986	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		303 854	639 416
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		22 943	33 737
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(134 062)	(2 569)
	13		(111 119)	31 168
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		(1)	
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	552 820	287 475	524 945
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(5 468 533)	(6 023 953)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18		(30 475)	
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(5 499 008)	(6 023 953)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(5 211 533)	(5 499 008)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	94 741	(145 639)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 210 156	1 128 007
Autres			
▪ Perte sur cession d'actif	3.1	3 985	
	4	1 308 882	982 368
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	212 627	114 894
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	61 923	(135 855)
Revenus reportés	8	(41 678)	181 006
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	(29 176)	(5 262)
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	22 943	(40 164)
Autres actifs non financiers	12	(134 062)	(2 466)
	13	1 401 459	1 094 521
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	911 322)(	424 684)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	1 034	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 ())
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(910 288)	(424 684)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 ())
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 (	492)(	724)
Cession	22	19 971	21 529
	23	19 479	20 805
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	38 280	38 277
Remboursement de la dette à long terme	25 (	1 105 330)(	688 887)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(10 667)	4 934
Autres			
▪	28.1		
	29	(1 077 717)	(645 676)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	(567 067)	44 966
Solde déjà établi	31	1 099 366	1 054 400
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	1 099 366	1 054 400
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	532 299	1 099 366

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saint-Joseph-de-Sorel est régie par la Loi sur les Cités et Villes.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le MAMH et présentées aux pages S13, S14, S15 et S19 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes:

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la Ville. Les états financiers consolidés incluent également la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait aussi ligne par ligne. La Ville participe aux partenariats suivants:

-Régie intermunicipale de l'eau de Tracy, Saint-Joseph, Saint-Roch (19,14%)

-Régie d'assainissement des eaux Richelieu/Saint-Laurent (5,24%)

La Ville est membre de la Régie intermunicipale de l'eau de Tracy, Saint-Joseph, Saint-Roch, organisme composé de trois municipalités. La Régie est responsable de l'exploitation d'un réseau d'aqueduc. Elle a été créée en vertu du projet de Loi 251 et sanctionnée le 4 novembre 1993 par l'Assemblée nationale. Les dépenses de l'organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les membres selon un pourcentage déterminé. La quote-part de la Ville pour l'année 2024 est de 298 540 \$ et un montant supplémentaire de 29 105 \$ pour des travaux d'urgence pour un total final de 327 645 \$. La Ville est membre de la Régie d'assainissement des eaux Richelieu/Saint-Laurent, organisme composé de trois municipalités. La Régie est responsable de l'exploitation d'un réseau d'égout. Elle a été créée en vertu de la Loi sur les cités et villes. Les dépenses de l'organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les membres selon un pourcentage déterminé. La quote-part de la Ville pour l'année 2024 est de 65 982 \$.

a) Périmètre comptable

Voir A

b) Partenariats

Voir A

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions aux livres de la ville s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les revenus et les dépenses sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

D) Passifs

Les passifs de la municipalité sont les obligations existantes.

Ils sont classés par grandes catégories :

Les insuffisances de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie;

Les emprunts bancaires;

Les créiteurs et charges à payer;

Les revenus reportés;

 Les passifs au titre des avantages sociaux futurs.

 Les dettes à long terme;

Passif au titre des sites contaminés

La Municipalité comptabilise un passif au titre des sites contaminés dont elle est responsable de la décontamination lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, qu'il est prévu que des avantages économiques seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés aux dettes sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée initiale de l'emprunt jusqu'à son renouvellement. Le solde non amorti est présenté en déduction de la dette correspondante. Les normes comptables canadiennes pour le secteur public préconisent l'application du taux effectif plutôt que la méthode linéaire. L'amortissement des frais d'émission des dettes selon la méthode du taux effectif aurait un impact négligeable sur les résultats des activités et sur la situation financière.

E) Actifs non financiers**STOCK**

Les stocks de papeterie, fournitures de bureau, articles de tuyauterie, fournitures de sel à déglacage et de produits chimiques sont évalués au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation. Le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

F) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste revenus reportés.

G) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créiteurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime de retraite simplifié (RRS) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La dépense de fonctionnement est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2021 selon la méthode suivante : la valeur marchande des actifs.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2022.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation à recevoir, les prêts, les placements de portefeuille autres que ceux constitués de fonds communs cotés sur un marché actif, et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, des intérêts courus à payer et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les placements de portefeuille constitués en fonds commun cotés sur un marché actif et les instruments financiers dérivés sont classés dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur.

J) Autres éléments

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers en conformité avec les normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction établisse des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les actifs et les passifs comptabilisés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et des montants des revenus et des dépenses comptabilisés durant l'exercice. Les résultats réels peuvent varier de ces estimations.

Constatation des revenus

Les contributions municipales sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution;

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les autres revenus sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux revenus, dans la mesure où ils ont été autorisés, que les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolutions;

Les intérêts sur les placements et les autres intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

ORGANISMES CONTRÔLÉS

Régie intermunicipale de l'eau Tracy - Saint-Joseph - Saint-Roch

Opérations conclues avec des entités apparentées: La régie utilise les services administrations et d'assainissement d'un partenaire, la Ville de Sorel-Tracy, pour une contrepartie de 121 022 \$ (74 297 \$ en 2023) présenté à titre d'administration générale. Ces opérations ont été effectuées dans le cours normal des activités et ont été comptabilisées à la valeur d'échange qui est la contrepartie établie et acceptée par les apparentés.

Régie d'assainissement des eaux de Richelieu/Saint-Laurent

Opérations conclues avec des entités apparentées: La régie utilise les services administratifs d'un partenaire, la Ville de Sorel-Tracy, pour une contrepartie de 45 182 \$ (43 012 \$ en 2023) présenté à titre d'administration générale. Ces opérations ont été effectuées dans le cours normal des activités et ont été comptabilisées à la valeur d'échange qui est la contrepartie établie et acceptée par les apparentés.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale - Revenus autres que les paiements de transfert et les recettes fiscales (chapitres SP 3400 et SP 3510)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté les exigences du chapitre SP 3400 - Revenus du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023. Le chapitre SP 3400 comprend des exigences relatives à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des revenus courants dans le secteur public autres que les paiements de transfert (SP 3410) et les recettes fiscales (SP 3510).

L'adoption de ces nouvelles exigences n'a eu aucune incidence sur les états financiers autre que la présentation de l'information financière aux états financiers de la municipalité.

Régie intermunicipale de l'eau Tracy - Saint-Joseph - Saint-Roch

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations:

Le 1er janvier 2024, la régie a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public.

Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la régie comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la régie qui font encore ou non l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, la régie doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique obligeant la régie à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences auraient dû être adoptées par la régie pour l'exercice ouvert à compter du 1er avril 2022 mais la régie n'avait pas adopté ces nouvelles exigences à cette date. La régie a fait le choix, au 31 décembre 2024, d'une application rétroactive à la date d'application de la norme et que conséquemment, l'application sous cette forme engendre un redressement de l'année antérieure.

Cette modification comptable a entraîné une augmentation (diminution) des postes suivants des états financiers :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	<u>2024</u>	<u>2024</u>	<u>2023</u>	<u>2023</u>
	<u>Montant total</u>	<u>Montant pour la Ville</u>	<u>Montant total</u>	<u>Montant pour la Ville</u>
	<u>pour la Régie</u>	<u>selon la quote-part</u>	<u>pour la Régie</u>	<u>selon la quote-part</u>
	\$	\$	\$	\$
<u>États des résultats</u>				
Amortissement des immobilisations corporelles	3 011 \$	576 \$	3 011 \$	576 \$
Charge de désactualisation	6 124 \$	1 172 \$	5 841 \$	1 118 \$
<u>Excédent</u>				
Excédent (déficit) de l'exercice	(9 134 \$)	(1 748 \$)	(8 852 \$)	(1 694 \$)
Excédent (déficit) accumulé au début	(8 852 \$)	(1 694 \$)		
Excédent (déficit) accumulé à la fin	(17 986 \$)	(3 443 \$)	(8 852 \$)	(1 694 \$)
<u>État de la situation financière</u>				
Autres passifs	6 124 \$	1 172 \$	126 265 \$	24 167 \$
Actifs financiers nets (dette nette)	(6 124\$)	(1 172 \$)	(126 265 \$)	(24 167 \$)
Immobilisations corporelles	(3 011\$)	(576 \$)	117 413 \$	22 473 \$
Excédent (déficit) accumulé	(9 134 \$)	(1 748 \$)	(8 852\$)	(1 694 \$)
<u>État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)</u>				
Solde au début	(126 265 \$)	(24 167 \$)		
Solde à la fin	(6 124\$)	(1 172 \$)	(126 265 \$)	(24 167 \$)

Régie d'assainissement des eaux de Richelieu/Saint-Laurent

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le 1er janvier 2024, la régie a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la régie comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la régie qui font encore ou non l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, la régie doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique obligeant la régie à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences auraient dû être adoptées par la régie pour l'exercice ouvert à compter du 1er avril 2022 mais la régie n'avait pas adopté ces nouvelles exigences à cette date. La régie a fait le choix, au 31 décembre 2024, d'une application rétroactive à la date d'application de la norme et que conséquemment, l'application sous cette forme engendre un redressement de l'année antérieure.

Cette modification comptable a entraîné une augmentation (diminution) des postes suivants des états financiers :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	<u>2024</u>	<u>2024</u>	<u>2023</u>	<u>2023</u>
	<u>Montant total</u>	<u>Montant pour la Ville</u>	<u>Montant total</u>	<u>Montant pour la Ville</u>
	<u>pour la Régie</u>	<u>selon la quote-part</u>	<u>pour la Régie</u>	<u>selon la quote-part</u>
	\$	\$	\$	\$
<u>États des résultats</u>				
Amortissement des immobilisations corporelles	2 870 \$	150 \$	2 870 \$	150 \$
Charge de désactualisation	5 839 \$	306 \$	5 569 \$	292 \$
<u>Excédent</u>				
Excédent (déficit) de l'exercice	(8 709 \$)	(456 \$)	(8 439 \$)	(442 \$)
Excédent (déficit) accumulé au début	(8 439 \$)	(442 \$)		
Excédent (déficit) accumulé à la fin	(17 148 \$)	(899 \$)	(8 439 \$)	(442 \$)
<u>État de la situation financière</u>				
Autres passifs	5 839 \$	306 \$	120 385 \$	6 308 \$
Actifs financiers nets (dette nette)	(5 839 \$)	(306 \$)	(120 385 \$)	(6 308 \$)
Immobilisations corporelles	(2 870 \$)	(150 \$)	111 945 \$	5 866 \$
Excédent (déficit) accumulé	(8 709 \$)	(456 \$)	(8 439 \$)	(442 \$)
<u>État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)</u>				
Solde au début	(120 385 \$)	(6 308 \$)		
Solde à la fin	(5 839 \$)	(306 \$)	(120 385 \$)	(6 308 \$)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 368 320	914 390
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments		
▪ Organismes contrôlés	3.1 163 979	184 976
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 532 299	1 099 366
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 () ()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6 532 299	1 099 366
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7 40 340	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	42 146

Note

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 241 137 \$ (208 888 \$ en 2023).

5. Débiteurs

	2024	2023
Taxes municipales	9 401 337	202 820
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10 55 704	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11 2 882 470	2 588 650
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	569 240
Organismes municipaux	13	
Autres		
▪ Comptes divers à recevoir	14.1 21 526	206 975
▪ Organismes consolidés	14.2 8 038	14 017
	15 3 369 075	3 581 702
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16 2 015 790	2 192 384
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17	
Organismes municipaux	18	
Autres tiers	19	
	20 2 015 790	2 192 384
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21 3 162	
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	233 372
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23 2 841 765	2 316 536
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24 16 399	15 458
Ministère de la Culture et des Communications	25	
Autres ministères/organismes	26 24 306	23 284
	27 2 882 470	2 588 650

Note

La valeur des débiteurs, excluant les taxes à la consommation, les taxes municipales et tenant lieu de taxes, les mutations les amendes et pénalités et des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme est d'un montant de 863 899 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
			31
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36	5 241	24 720
			37
		5 241	24 720
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38	5 241	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
			42

Note**9. Emprunts temporaires**

s/o

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	195 359	130 842
Salaires et avantages sociaux	44	133 418	113 462
Dépôts et retenues de garantie	45	13 865	64 105
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts courus	47.1	55 971	50 687
▪ Divers	47.2	4	
▪ Organismes contrôlés	47.3	89 878	68 954
		48	488 495
			428 050

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50	39 244	171 024
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪	54.1	125 037	34 935
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Organismes consolidés	62.1		
	63	164 281	205 959

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,15	5,00	2025	2041	64	8 501 900	9 603 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres	4,15	5,57	2025	2029	69	114 476	80 426
					70	8 616 376	9 683 426
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(79 120)	(68 453)
					72	8 537 256	9 614 973

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73	926 900		5 646	932 546
2026	74	3 509 000		5 972	3 514 972
2027	75	465 361		6 335	471 696
2028	76	1 603 639		63 219	1 666 858
2029	77	1 997 000		33 304	2 030 304
2030 et plus	78				
	79	8 501 900		114 476	8 616 376
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	
	81	8 501 900		114 476	8 616 376

Note

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	74 661
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	103 837
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	32 356
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	47 833
Autres régimes (REER et autres)	88	
Régimes de retraite des élus municipaux	89	24 581
	90	104 770

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	31 953	30 475
Autres			
▪	93.1		
	94	31 953	30 475
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	30 475	
Passifs engagés	96		29 065
Passifs réglés	97 ()	()
Charge de désactualisation ¹	98	1 478	1 410
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	31 953	30 475

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note**Régie intermunicipale de l'eau Tracy - Saint-Joseph - Saint-Roch**

Les principales obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la régie concernent le désamiantage du bâtiment. Les autres obligations liées à la mise hors service sont notamment relatives à la présence de plomb dans le bâtiment.

Les principales hypothèses utilisées pour les travaux liés aux contaminations de plomb et d'amiante sont les suivantes :

Taux d'actualisation	4,85 %
Période d'actualisation	57 ans
Taux d'inflation	2,00 %

Les coûts estimés pour réaliser les travaux de mise hors service d'immobilisations au 31 décembre 2024 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 595 487 \$ (595 487 \$ au 31 décembre 2023).

Régie d'assainissement des eaux de Richelieu/Saint-Laurent

Les principales obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la régie concernent le désamiantage du bâtiment. Les autres obligations liées à la mise hors service sont notamment relatives à la présence de plomb dans le bâtiment.

Les principales hypothèses utilisées pour les travaux liés aux contaminations de plomb et d'amiante sont les suivantes :

Taux d'actualisation	4,85 %
Période d'actualisation	67 ans
Taux d'inflation	2,00 %

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les coûts estimés pour réaliser les travaux de mise hors service d'immobilisations au 31 décembre 2024 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 724 900 \$ (747 900 \$ au 31 décembre 2023).

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	5 528 944	78 513		5 607 457
Eaux usées	102	8 586 935	19 924		8 606 859
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	10 843 095			10 843 095
Autres					
▪ Éclairage, Parc, Station., Dép.neig	104.1	4 906 992	145 824		5 052 816
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	7 916 778	263 156		8 179 934
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	1 187 321	251 579	86 343	1 352 557
Ameublement et équipement de bureau	109	1 492 460	239 073	469	1 731 064
Machinerie, outillage et équipement divers	110	405 403	35 198	6 524	434 077
Terrains	111	1 600 884			1 600 884
Autres	112	3 789			3 789
	113	42 472 601	1 033 267	93 336	43 412 532
Immobilisations en cours	114	626 767	(121 945)		504 822
	115	43 099 368	911 322	93 336	43 917 354
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	2 508 509	293 999		2 802 508
Eaux usées	117	3 549 966	49 943		3 599 909
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	4 215 346	241 618		4 456 964
Autres					
▪ Éclairage, Parc, Station., Dép.neig	119.1	1 977 661	291 145		2 268 806
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	3 851 330	172 404		4 023 734
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	907 192	37 860	81 324	863 728
Ameublement et équipement de bureau	124	991 582	120 958	469	1 112 071
Machinerie, outillage et équipement divers	125	303 127	2 229	6 524	298 832
Autres	126	3 789			3 789
	127	18 308 502	1 210 156	88 317	19 430 341
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	24 790 866			24 487 013
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

	2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2024	2023
Frais payés d'avance		
▪	143.1	131 342
Autres		
▪ Organismes contrôlés	144.1	8 555
	145	139 897
		(700)
		6 535
		5 835

Note**19. Obligations contractuelles****VILLE DE SAINT-JOSEPH-DE-SOREL**

La Ville s'est engagée pour des services d'évaluation foncière de 2023 à 2026. Les montants sont de 57 399 \$ en 2025 et de 59 463 \$ en 2026. De plus, si nécessaire un montant de 15 000 \$ en 2025 pour l'équilibration du rôle. (CP-22-156).

La Ville s'est engagée pour l'éclairage extérieur Hôtel de Ville de 2023 à 2025. Le montant est de 12 225,50 \$ en 2025. (rés.#2023-04-072).

La Ville s'est engagée pour l'organisation de la Féerie des lumières de 2023 à 2025. Le montant est de 37 500 \$ en 2025. (rés.#2023-04-082).

La Ville s'est engagée pour le service d'incendie avec la Ville de Sorel-Tracy de 2023 à 2027 pour un montant total de 1 745 372 \$. Les montants sont de 364 618 \$ en 2025, 410 538 \$ en 2026 et 369 815 \$ en 2027.

Régie intermunicipale de l'eau Tracy - Saint-Joseph - Saint-Roch

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La régie s'est engagée, en vertu de divers contrats de services techniques, administratifs et de réparation de divers équipements, à verser une somme de 719 900 \$ jusqu'en 2029.

Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats pour les prochains exercices s'élèvent à 453 088 \$ en 2025, à 88 929 \$ en 2026, à 84 086 \$ en 2027, à 84 453 \$ en 2028 et à 9 344 \$ en 2029.

Régie d'assainissement des eaux de Richelieu/Saint-Laurent

La régie s'est engagée, en vertu de divers contrats relatifs à la fourniture de services professionnels de gestion de l'exploitation des ouvrages d'épuration des eaux, de services administratifs et de travaux de réhabilitation échéant à différentes dates jusqu'en 2029, à verser une somme de 3 402 910 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats pour les prochains exercices s'élèvent à 3 110 420 \$ en 2025, à 266 191\$ en 2026, à 8 399 \$ en 2027, à 8 766 \$ en 2028 et à 9 134 \$ en 2029.

De plus, la régie s'est engagée, en vertu d'un protocole d'entente pour l'utilisation des services administratifs d'un partenaire, la Ville de Sorel-Tracy, échéant en décembre 2025, à verser une somme de 10 650 \$.

20. Droits contractuels

s/o

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

s/o

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

24. Redressement aux exercices antérieurs

Voir note 3, « Modifications de méthodes comptables ».

25. Données budgétaires**VILLE DE SAINT-JOSEPH-DE-SOREL**

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'organisme municipal et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est également présentée dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, les taxes municipales et tenant lieu de taxes, les mutations des amendes et pénalités et des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme), ainsi qu'aux autres actifs financiers.

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre 2024.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres des taxes à la consommation, les taxes municipales et tenant lieu de taxes, les mutations des amendes et pénalités et des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Le risque de crédit relatif aux taxes municipales à recevoir est réduit du fait que la municipalité a le pouvoir, en vertu des lois municipales, de procéder à la vente des immeubles pour non-paiement de taxes. Les taxes municipales sont évaluées à leur valeur de recouvrement nette, soit à la somme que l'organisme municipal s'attend à percevoir. La variation annuelle est imputée aux charges de l'exercice.

Prêts

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le solde des prêts, déduction faite de la provision pour moins-values, présenté à l'état de la situation financière correspond à l'exposition maximale au risque de crédit.

L'organisme municipal estime que les concentrations de risque de crédit relatives aux prêts sont limitées.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie en lien avec la dette à long terme et leurs versements prévus pour les prochains exercices sont présentés à la note 12 du rapport financier de la dette à long terme.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. L'organisme municipale est seulement exposé au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal a l'intention de conserver ses prêts et ses placements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

Les instruments financiers portant intérêt à taux variable sont les emprunts temporaires et les intérêts financiers portant intérêt à taux fixes sont les dettes à long terme ainsi que les débiteurs à recevoir à long terme.

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation ou d'une diminution de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent annuel lié aux activités de l'exercice 2024.

Au cours de l'exercice l'organisme n'a pas modifié son exposition au risque de taux d'intérêt.

Les taux d'intérêt sur l'ensemble de la dette sont fixes et présentés à la note 12 du rapport financier.

27. Incertitude relative à la mesure

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service d'immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation. Par ailleurs, l'obligation de disposer de manière sécuritaire de l'amiante dans les bâtiments est sujette à une incertitude relative à la mesure en raison des limites inhérentes à l'évaluation des quantités d'amiante qui y sont contenues ainsi que de l'échéancier des travaux qui est inconnu lorsqu'aucun plan de mise hors service des bâtiments n'est prévu.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	4 424 764	4 793 585	4 792 148			4 792 148
Compensations tenant lieu de taxes	2	35 670	35 000	43 176			43 176
Quotes-parts	3						
Transferts	4	399 986	416 775	453 444			453 444
Services rendus	5	340 453	395 875	417 784			417 784
Imposition de droits	6	50 772	31 000	59 588			59 588
Amendes et pénalités	7	9 005	5 500	11 479			11 479
Revenus de placements de portefeuille	8					4 060	4 060
Autres revenus d'intérêts	9	160 116	43 000	77 721		3 952	81 673
Autres revenus	10	104 530		(3 986)		3 011	(975)
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	5 525 296	5 720 735	5 851 354		11 023	5 862 377
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	63 125		276 436			276 436
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	63 125		276 436			276 436
	22	5 588 421	5 720 735	6 127 790		11 023	6 138 813
Charges							
Administration générale	23	1 302 885	1 334 885	1 387 980	125 091		1 513 071
Sécurité publique	24	482 233	548 540	528 073			528 073
Transport	25	1 155 529	997 875	594 888	421 255		1 016 143
Hygiène du milieu	26	982 598	733 025	695 854	295 197	458 027	993 347
Santé et bien-être	27	8 429	7 105	5 956			5 956
Aménagement, urbanisme et développement	28	74 643	48 045	66 169			66 169
Loisirs et culture	29	1 542 720	1 254 250	1 367 404	305 607		1 673 011
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	221 831	244 190	242 953		5 349	248 302
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33			1 147 150	(1 147 150)		
	34	5 770 868	5 167 915	6 036 427		463 376	6 044 072
Excédent (déficit) lié aux activités	35	(182 447)	552 820	91 363		(452 353)	94 741

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(182 447)	552 820	91 363	(452 353)	94 741
Moins : revenus d'investissement	2	(63 125)	()	(276 436)	()	(276 436)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(245 572)	552 820	(185 073)	(452 353)	(181 695)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4			1 147 150	63 006	1 210 156
Produit de cession	5			1 035		1 035
(Gain) perte sur cession	6			3 986		3 986
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8			1 152 171	63 006	1 215 177
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(538 103)	(535 565)	(505 506)	(4 230)	(509 736)
	18	(538 103)	(535 565)	(505 506)	(4 230)	(509 736)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(46 696)	(25 200)	(52 206)	(21 639)	(73 845)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	128 920		37 732	4 419	42 151
Excédent de fonctionnement affecté	21	70 637	21 000	61 530		61 530
Réserves financières et fonds réservés	22	14 298	(13 055)	8 558		8 558
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	718			(486)	(486)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	167 877	(17 255)	55 614	(17 706)	37 908
	26	(370 226)	(552 820)	702 279	41 070	743 349
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	(615 798)		517 206	(411 283)	561 654

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Réalizations 2024	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	63 125	276 436	276 436
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	202 593)(	336 674)(	336 674)
Sécurité publique	3 ()()()
Transport	4 (	23 498)()()
Hygiène du milieu	5 (	37 769)(	85 670)(	159 321)(
Santé et bien-être	6 ()()()
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()()()
Loisirs et culture	8 (	82 033)(	329 657)(	329 657)
Réseau d'électricité	9 ()()()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()()()
	11 (	345 893)(	752 001)(	159 321)(
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 ()()()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 ()()()
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14		38 280	38 280
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	46 696	52 206	21 639
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16	236 072	286 952	3 754
Excédent de fonctionnement affecté	17		108 962	991
Réserves financières et fonds réservés	18		27 445	27 445
	19	282 768	475 565	26 384
	20	(63 125)	(276 436)	(94 657)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21			(94 657)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023		2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	914 390	368 320	163 979	532 299
Débiteurs (note 5)	2	3 567 685	3 353 427	15 648	3 369 075
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4			5 241	5 241
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6	74 661	103 837		103 837
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	4 556 736	3 825 584	184 868	4 010 452
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	359 096	398 617	89 878	488 495
Revenus reportés (note 11)	12	205 959	164 281		164 281
Dettes à long terme (note 12)	13	9 534 547	8 423 377	113 879	8 537 256
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15			31 953	31 953
	16	10 099 602	8 986 275	235 710	9 221 985
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(5 542 866)	(5 160 691)	(50 842)	(5 211 533)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	23 845 691	23 445 523	1 041 490	24 487 013
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20	51 015	28 329	12 858	41 187
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	(700)	131 342	8 555	139 897
	23	23 896 006	23 605 194	1 062 903	24 668 097
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	678 271	787 639	17 266	804 905
Excédent de fonctionnement affecté	25	658 679	514 510	169 959	684 469
Réserves financières et fonds réservés	26	512 660	182 941		182 941
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(68 453)		28 580	28 580
Financement des investissements en cours	28			(73 598)	(73 598)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	16 435 077	16 959 413	927 014	17 886 427
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	18 353 140	18 444 503	1 012 061	19 456 564
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	1 550 845	1 361 024	1 487 105	1 377 986
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	452 945	378 015	406 791	402 455
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				280 561
Autres biens et services	8	2 034 180	2 057 527	2 296 212	2 156 875
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	244 190	246 422	251 771	218 787
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13		(3 469)	(3 469)	5 082
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	819 440	253 393	253 393	206 643
Transferts	15				
Autres	16	66 315	596 365	140 635	378 590
Autres					
Transferts	17				
Autres	18				
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		1 147 150	1 210 156	1 128 207
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪	21.1			1 478	1 410
	22	5 167 915	6 036 427	6 044 072	6 156 596

Redressé note 24

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	804 905	700 566
Excédent de fonctionnement affecté	2	684 469	788 325
Réserves financières et fonds réservés	3	182 941	512 660
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	28 580)(	(39 387))
Financement des investissements en cours	5	(73 598)	21 059
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	17 886 427	17 299 826
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	19 456 564	19 361 823
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	787 639	678 272
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	17 266	22 294
	11	804 905	700 566
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Dépôt de neige usée	12.1	152 000	152 000
▪ CIT Sorel-Varenes	12.2	41 838	71 838
▪ Allocation Conseil	12.3	67 940	67 940
▪ Programme PRQ	12.4	28 500	48 500
▪ Fête du 150e anniversaire	12.5	101 350	150 000
▪ Préparation plans et devis (2 projets)	12.6	46 325	
▪ Surfaceuse, Module de jeux, Écran numérique	12.7		56 709
▪ Réfection des bureau, Porte d'entrée, Plexiglass	12.8		52 253
▪ Entente de service pour la protection incendie	12.9	76 557	59 439
	13	514 510	658 679
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1	169 959	129 646
	15	169 959	129 646
	16	684 469	788 325

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	155 581
Organismes contrôlés et partenariats	22	74 504
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	419 546
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	27 360
Autres		
▪	30.1	
	31	182 941
	32	512 660
	182 941	512 660

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Assainissement des sites contaminés	40 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	28 580)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()(
Autres		
▪	43.1 ()(
	44 (	28 580)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()(
Utilisation du fonds de roulement	46 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Mesure relative à la COVID-19	52 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ()(
Autres		
▪	55.1 ()(
	56 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	68 453
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	68 453
	63 (	28 580)(
		(39 387)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64 7 766	21 059
Investissements à financer	65 (81 364)()
	66 (73 598)	21 059
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67 24 487 013	24 790 866
Propriétés destinées à la revente	68	
Prêts	69	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72 24 487 013	24 790 866
Ajustements aux éléments d'actif	73	2
	74 24 487 013	24 790 868
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (8 537 256)(	9 614 973)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (79 120)(	68 453)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77 2 015 790	2 192 384
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	
	80 (6 600 586)(	7 491 042)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 ())
	82 (6 600 586)(	7 491 042)
	83 17 886 427	17 299 826

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	_____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Régime de retraite pour les employés cadres de la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel

Résumé des dispositions du régime

A) Date d'entrée en vigueur

1er août 1989

B) Définition

1. Admissibilité et participation

Seuls sont admissibles les employés cadres qui ne font pas partie d'une unité de négociation.

2. Âge de retraite normale

65 ans

3. Âge de retraite anticipée

À compter de 50 ans, avec ajustement de 0,5% par mois d'anticipation

C) Cotisations

1. Participants

5% de leur salaire régulier à compter de leur adhésion et comme prévu dans l'entente suite à la loi RRSM, la cotisation augmente graduellement pour atteindre la moitié de la cotisation d'exercice au 1er janvier 2020.

2. Ville

Solde du coût des prestations créditées

D) Rente annuelle normale à la retraite

2% de la moyenne des trois meilleurs salaires multiplié par le nombre d'années de participation.

E) Prestation au décès

1. Avant la retraite

Le conjoint admissible reçoit une rente viagère égale à 60% de la rente alors créditée au participant; la valeur de cette rente ne doit pas être inférieure à la valeur actuarielle des prestations créditées au participant. À défaut d'un conjoint admissible, un montant forfaitaire égal à la valeur actuarielle des prestations créditées au participant est versé aux ayants droit.

2. Après la retraite

Le conjoint admissible reçoit une rente viagère égale à 60% de la rente alors versée au retraité. À défaut d'un conjoint admissible, la rente comporte une garantie de cinq années.

F) Prestation au départ

Un crédit de rente différée est accordé au participant dont le montant est égal à la rente qui lui est alors créditée, tenant compte de la règle de 50% et de la prestation additionnelle requise par la Loi 102 (période de participation postérieure au 1er janvier 2001).

Le participant peut demander le transfert (à un REER immobilisé) de la valeur actuarielle de cette rente différée.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 74 661	69 399
Charge de l'exercice	4 (15 406)(	32 356)
Cotisations versées par l'employeur	5 44 582	37 618
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 103 837	74 661
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 2 246 332	2 029 237
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (2 246 332)(	2 029 237)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 103 837	74 661
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 103 837	74 661
Provision pour moins-value	12 () ()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 103 837	74 661
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 () ()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 () ()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 89 165	75 235
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 89 165	75 235
Cotisations salariales des employés	21 (44 582)(	37 618)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 () ()
	23 44 583	37 617
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 8 478	24 179
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
▪	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30 53 061	61 796
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31 83 421	75 876
Rendement espéré des actifs	32 (121 076)(	105 316)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33 (37 655)	(29 440)
Charge de l'exercice	34 15 406	32 356

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35 224 540	171 373
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (121 076)(	105 316)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37 103 464	66 057
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	(8 552)
Prestations versées au cours de l'exercice	39 96 610	114 837
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43 252 400	228 800
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44 378 417	402 017
DMERCA du nouveau volet	45 8	8
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47 15	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48 6,00 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49 6,00 %	5,65 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50 4,50 %	4,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51 2,20 %	2,20 %
Autres hypothèses économiques	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	() ()	
Rendement espéré des actifs	85		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements**Ville de Saint-Joseph-de-Sorel**

Le régime RRS, en vigueur depuis le 18 juin 2007, est admissible aux salariés réguliers syndiqués ayant complété une période de six (6) mois de service continu. La participation à ce régime RRS est obligatoire pour tous les employés décrits précédemment. L'employeur s'engage à verser des cotisations salariales régulières d'un montant égal à un pourcentage de 7 %, depuis le 1er avril 2022, du salaire annuel gagné, le salarié verse la même cotisation.

Régie intermunicipale de l'eau-Tracy-Saint-Joseph-Saint-Roch

Les employés de la Régie participent au plan des avantages sociaux offert par la Ville de Sorel-Tracy. Ce plan est à prestations déterminées. La Ville de Sorel-Tracy est le promoteur de ce plan des avantages sociaux. Ce régime à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la Régie sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment:

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance-vie offertes aux retraités;
- des prestations supplémentaires payables à certains retraités actuels et futurs.

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	40 587
	110	47 833

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____

Description des régimes et autres renseignements**Ville de Saint-Joseph-de-Sorel**

Le régime enregistré d'épargne-retraite a été remplacé par un régime de retraite simplifié en 2007. Toutefois, il est en vigueur lorsqu'il s'agit de rachat d'années de services passées.

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	
REER	114	
Autres régimes	115	
	116	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	5	8

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	3 815	4 867
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	20 936	24 581
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	20 936	24 581

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	4 457 585	4 459 311	4 459 311
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	4 457 585	4 459 311	4 459 311
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	328 000	323 625	323 625
Égout	13			236 416
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15			
Autres	16.1			
▪	16.1			
Centres d'urgence 9-1-1	17	8 000	9 212	9 212
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	336 000	332 837	332 837
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	336 000	332 837	332 837
	27	4 793 585	4 792 148	4 792 148
				4 424 764

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31			
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	35 000	43 176	43 176
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	35 000	43 176	43 176
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	35 000	43 176	43 176
				35 670

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	25 532	25 532	
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64	66 780	66 781	66 781
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80	8 538	8 538	23 102
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	5 300	7 100	8 312
Activités culturelles				
Bibliothèques	84			
Autres	85			
Réseau d'électricité	86			
	87	72 080	107 951	31 414

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			11 757
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94			13 599
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105			
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107	48 068	48 068	37 769
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124	228 368	228 368	
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128	276 436	276 436	63 125

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130	246 875	247 674	339 493
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133			
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	97 820	97 819	29 079
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138			
	139	344 695	345 493	368 572
TOTAL DES TRANSFERTS	140	416 775	729 880	463 111

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi		141		
Évaluation		142		
Autres		143		
		144		
Sécurité publique				
Police		145		
Sécurité incendie				
Premiers répondants		146		
Autres		147		
Sécurité civile		148		
Autres		149		
		150		
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale		151		
Enlèvement de la neige		152		
Autres		153		
Transport collectif		154		
Autres		155		
		156		
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable		157		
Réseau de distribution de l'eau potable		158		
Traitement des eaux usées		159		
Réseaux d'égout		160		
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés		161		
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport		162		
Tri et conditionnement		163		
Autres		164		
Autres		165		
Cours d'eau		166		
Protection de l'environnement		167		
Autres		168		
		169		

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			
Réseau d'électricité	183			
	184			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	25 200	27 993	27 993
	188	25 200	27 993	21 980
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195	6 525	7 605	7 605
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	6 525	7 605	7 605
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209			
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223			
	224			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	354 800	367 151	367 151
Activités culturelles				
Bibliothèques	226			
Autres	227	9 350	15 035	15 035
	228	364 150	382 186	382 186
Réseau d'électricité	229			
	230	395 875	417 784	417 784
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	395 875	417 784	417 784
				340 453

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	1 000	661	1 054
Droits de mutation immobilière	233	30 000	58 927	49 718
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235			
	236	31 000	59 588	50 772
AMENDES ET PÉNALITÉS	237	5 500	11 479	9 005
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	238		4 060	3 316
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	43 000	77 721	162 079
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		(3 986)	(3 986)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247			
Redevances réglementaires	248			
Autres	249		3 011	104 611
	250		(975)	104 611
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	251			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	357 270	325 751		325 751	325 751	287 689
Greffe et application de la loi	2						
Gestion financière et administrative	3	762 150	852 731	125 091	977 822	977 822	847 442
Évaluation	4	73 800	68 066		68 066	68 066	46 176
Gestion du personnel	5						
Autres							
▪	6.1	141 665	141 432		141 432	141 432	121 578
	7	1 334 885	1 387 980	125 091	1 513 071	1 513 071	1 302 885
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	196 380	196 711		196 711	196 711	192 397
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	336 960	319 844		319 844	319 844	280 561
Sécurité civile	11	6 200	3 342		3 342	3 342	2 131
Autres	12	9 000	8 176		8 176	8 176	7 144
	13	548 540	528 073		528 073	528 073	482 233
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	79 240	79 946	352 754	432 700	432 700	391 926
Enlèvement de la neige	15	235 190	123 193	2 026	125 219	125 219	210 116
Éclairage des rues	16	23 000	29 117		29 117	29 117	20 606
Circulation et stationnement	17	24 830	22 625		22 625	22 625	38 193
Transport collectif							
Transport en commun	18	79 795	79 790		79 790	79 790	70 375
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	555 820	260 217	66 475	326 692	326 692	424 313
	22	997 875	594 888	421 255	1 016 143	1 016 143	1 155 529

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	301 540	331 712		331 712	634 831
Réseau de distribution de l'eau potable	24	22 365	17 855	84 580	102 435	102 102
Traitement des eaux usées	25	76 985	79 231	48 012	127 243	200 265
Réseaux d'égout	26	81 515	53 327	162 605	215 932	211 361
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	208 585	59 229		59 229	67 190
Élimination	28		39 803		39 803	39 090
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29		31 875		31 875	34 040
Tri et conditionnement	30		19 249		19 249	18 483
Matières organiques						
Collecte et transport	31		36 916		36 916	37 736
Traitement	32		19 544		19 544	19 750
Matériaux secs	33	13 350	7 113		7 113	33 439
Autres	34	28 685				
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					(31 999)
	40	733 025	695 854	295 197	991 051	1 366 288
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	5 305	5 956		5 956	8 354
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44	1 800				75
	45	7 105	5 956		5 956	8 429

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	12 980	14 698		14 698	14 698	12 481
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48		12 171		12 171	12 171	47 472
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	30 065	28 674		28 674	28 674	8 939
Tourisme	50	5 000	10 626		10 626	10 626	5 751
Autres	51						
Autres	52						
	53	48 045	66 169		66 169	66 169	74 643
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	2 760	8 659	4 575	13 234	13 234	45 876
Patinoires intérieures et extérieures	55	504 485	494 378	100 344	594 722	594 722	701 107
Piscines, plages et ports de plaisance	56	125 175	102 347	100 344	202 691	202 691	129 667
Parcs et terrains de jeux	57	411 095	509 643	100 344	609 987	609 987	643 434
Parcs régionaux	58						
Expositions et foires	59						
Autres	60	210 735	252 377		252 377	252 377	22 636
	61	1 254 250	1 367 404	305 607	1 673 011	1 673 011	1 542 720
Activités culturelles							
Centres communautaires	62						
Bibliothèques	63						
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64						
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66						
	67						
	68	1 254 250	1 367 404	305 607	1 673 011	1 673 011	1 542 720

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	244 190	246 422		246 422	251 771	218 787
Autres frais	71						
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72		(37 655)		(37 655)	(37 655)	(29 440)
Autres	73		34 186		34 186	34 186	34 522
	74	244 190	242 953		242 953	248 302	223 869
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76		1 147 150 (	1 147 150)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
		Réalisations	2024	Réalisations
		2024	2024	2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	28 360	28 360	
Usines de traitement de l'eau potable	2		57 007	85 437
Usines et bassins d'épuration	3		81 837	1 170
Conduites d'égout	4	35 823	35 823	37 769
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6			16 483
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	94 728	94 728	
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	84 975	84 975	199 210
Édifices communautaires et récréatifs	14	19 948	19 948	249
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	251 579	251 579	7 307
Ameublement et équipement de bureau	18	215 101	221 580	86 968
Machinerie, outillage et équipement divers	19	21 487	35 485	24 934
Terrains	20			
Autres	21			
	22	752 001	911 322	459 527

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	28 360	28 360	
Usines de traitement de l'eau potable	2		57 007	85 437
Usines et bassins d'épuration	3		81 837	1 170
Conduites d'égout	4	35 823	35 823	37 769
Autres infrastructures	5	94 728	94 728	16 483
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	593 090	613 567	318 668
	12	752 001	911 322	459 527

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	7 491 042	38 280	928 736	6 600 586
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	7 491 042	38 280	928 736	6 600 586
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	2 192 384		176 594	2 015 790
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	2 192 384		176 594	2 015 790
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	2 192 384		176 594	2 015 790
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	2 192 384		176 594	2 015 790
	19	9 683 426	38 280	1 105 330	8 616 376
Dette en cours de refinancement	20 ()				
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	9 683 426	38 280	1 105 330	8 616 376

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

*Non audité***Administration municipale**

Dette à long terme	1	8 501 900
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	2 015 790
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	6 486 110
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats

Endettement net à long terme	13	180 305
	14	6 666 415

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	15	317 755
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	6 984 170

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
---	----	--

Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	6 984 170
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	
--	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale				
Grefe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	141 665	141 432	121 578
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	79 795	79 790	70 375
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	364 525		
Matières résiduelles	12	203 390		
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	30 065	28 674	8 939
Autres	21		3 497	5 751
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	819 440	253 393	206 643

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	752 001	345 893
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	752 001	345 893

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	4,00	36,25	7 540,00	*****	*****	*****
Professionnels	2	2,00					
Cols blancs	3	5,00	32,50	5 590,00	*****	*****	*****
Cols bleus	4	8,00	40,00	16 750,00	*****	*****	*****
Policiers	5	0,00					
Pompiers	6	0,00					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7	0,00					
	8	19,00		29 880,00	*****	*****	*****
Élus	9	7,00			179 306	34 367	213 673
	10	26,00			*****	*****	*****

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3	66 781				66 781
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5		48 068			48 068
Autres	6	386 213			228 818	615 031
	7	452 994	48 068		228 818	729 880

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1	(3 469)	(8 461)
Évaluation	2		
Autres	3		
	4	(3 469)	(8 461)
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7		
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	81 272	74 749
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	81 272	74 749
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18	73 958	76 831
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20	73 958	76 832
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	147 916	153 663
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34	1 325	1 691
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37	1 325	1 691
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	15 909	189
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	15 909	189
Réseau d'électricité			
	42		
	43	242 953	221 831

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Deguisse, Vincent	1.1 Maire	41 810	19 422	27 268	
Cournoyer, Jean-Guy	1.2 Conseiller	13 608	6 787	881	441
Dufresne, Sophie	1.3 Conseiller	13 608	6 787		
Gladu, Mélanie	1.4 Conseiller	13 608	6 787		
Latour, Michel	1.5 Conseiller	13 575	6 787		
Richard, Ginette	1.6 Conseiller	13 575	6 787		
St-Louis, Pierre	1.7 Conseiller	13 608	6 787		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

OUI NON

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 _____ 200 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 3 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés
Solde cumulatif au début de l'exercice 23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice 24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.
- 44
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 45 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.
- 46
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024
- 47 _____ \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).
- 48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 49 _____ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).
- 50
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 51 _____ \$
- Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ 10 000 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 _____ \$
 - Systèmes de drainage 76 _____ \$
 - Abords de routes 77 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ 16 098 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ 16 098 \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :

Plans et devis réfection rues

- Relatives à l'entretien d'été :

S/o

- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- | | | |
|-------------------------------------|----|-------------|
| a) Numéro de la résolution | 82 | 2024-12-624 |
| b) Date d'adoption de la résolution | 83 | 2024-12-09 |

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- | | | |
|-------------------------------------|----|------------|
| a) Numéro de la résolution | 85 | C-19-059 |
| b) Date d'adoption de la résolution | 86 | 2019-10-21 |

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- | | | |
|---|----|---|
| a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) | 87 | 1 |
| b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) | 88 | |

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|----|---|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 89 | 2 |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 90 | 2 |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 91 | |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 92 | |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 93 | |

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

- | | | |
|--|----|-----|
| h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) | 94 | 321 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) | 95 | 125 |
| j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) | 96 | 2 |

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

X

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?
5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

4 5 6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

7 8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-05-12

Nom du signataire : Amélie Champigny

Fonction du signataire : Directrice générale adjointe & trésorière

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2025-05-05 15:22

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus						
Fonctionnement	1	5 525 296	5 720 735	5 851 354	11 023	5 862 377
Investissement	2	63 125		276 436		276 436
	3	5 588 421	5 720 735	6 127 790	11 023	6 138 813
Charges	4	5 770 868	5 167 915	6 036 427	463 376	6 044 072
Excédent (déficit) lié aux activités	5	(182 447)	552 820	91 363	(452 353)	94 741
Moins : revenus d'investissement	6	(63 125)(	)	( 276 436)(	)	( 276 436)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(245 572)	552 820	(185 073)	(452 353)	(181 695)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8			1 147 150	63 006	1 210 156
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	(538 103)(	535 565)(	505 506)(	4 230)(	509 736)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(46 696)(	25 200)(	52 206)(	21 639)(	73 845)
Excédent (déficit) accumulé	12	214 573	7 945	107 820	3 933	111 753
Autres éléments de conciliation	13			5 021		5 021
	14	(370 226)	(552 820)	702 279	41 070	743 349
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	(615 798)		517 206	(411 283)	561 654

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	914 390	368 320	532 299
Débiteurs	2	3 567 685	3 353 427	3 369 075
Prêts	3			
Placements de portefeuille	4			5 241
Autres	5	74 661	103 837	103 837
	6	4 556 736	3 825 584	4 010 452
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8			
Créditeurs et charges à payer	9	359 096	398 617	488 495
Revenus reportés	10	205 959	164 281	164 281
Dette à long terme	11	9 534 547	8 423 377	8 537 256
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12			
Autres	13			31 953
	14	10 099 602	8 986 275	9 221 985
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(5 542 866)	(5 160 691)	(5 211 533)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	23 845 691	23 445 523	24 487 013
Autres	17	50 315	159 671	181 084
	18	23 896 006	23 605 194	24 668 097
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	678 271	787 639	804 905
Excédent de fonctionnement affecté	20	658 679	514 510	684 469
Réserves financières et fonds réservés	21	512 660	182 941	182 941
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	(68 453))	)	28 580)
Financement des investissements en cours	23			(73 598)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	16 435 077	16 959 413	17 886 427
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			
	26	18 353 140	18 444 503	19 456 564

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Dépôt de neige usée	1.1	152 000	152 000
▪ CIT Sorel-Varennes	1.2	41 838	71 838
▪ Allocation Conseil	1.3	67 940	67 940
▪ Programme PRQ	1.4	28 500	48 500
▪ Fête du 150e anniversaire	1.5	101 350	150 000
▪ Préparation plans et devis (2 projets)	1.6	46 325	
▪ Surfaceuse, Module de jeux, Écran numérique	1.7		56 709
▪ Réfection des bureau, Porte d'entrée, Plexiglass	1.8		52 253
▪ Entente de service pour la protection incendie	1.9	76 557	59 439
	2	514 510	658 679
Organismes contrôlés et partenariats¹	3	169 959	129 646
	4	684 469	788 325
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	5.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	155 581	74 504
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9		419 546
Organismes contrôlés et partenariats	10		
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	27 360	18 610
Autres			
▪	14.1		
	15	182 941	512 660
	16	867 410	1 300 985

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	6 486 110
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	6 984 170

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024 Total consolidé	2023 Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	6 600 586	7 491 042
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	2 015 790	2 192 384
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	8 616 376	9 683 426

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	4 424 764	4 793 585	4 792 148	4 792 148
Compensations tenant lieu de taxes	13	35 670	35 000	43 176	43 176
Quotes-parts	14				
Transferts	15	399 986	416 775	453 444	453 444
Services rendus	16	340 453	395 875	417 784	417 784
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	59 777	36 500	71 067	75 127
Autres	18	264 646	43 000	73 735	80 698
	19	5 525 296	5 720 735	5 851 354	5 862 377
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	63 125		276 436	276 436
Autres	23				
	24	63 125		276 436	276 436
	25	5 588 421	5 720 735	6 127 790	6 138 813

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	1 334 885	1 387 980	125 091	1 513 071	1 513 071	1 302 885
Sécurité publique							
Police	2	196 380	196 711		196 711	196 711	192 397
Sécurité incendie	3	336 960	319 844		319 844	319 844	280 561
Autres	4	15 200	11 518		11 518	11 518	9 275
Transport							
Réseau routier	5	362 260	254 881	354 780	609 661	609 661	660 841
Transport collectif	6	79 795	79 790		79 790	79 790	70 375
Autres	7	555 820	260 217	66 475	326 692	326 692	424 313
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	482 405	482 125	295 197	777 322	779 618	1 148 559
Matières résiduelles	9	250 620	213 729		213 729	213 729	249 728
Autres	10						(31 999)
Santé et bien-être	11	7 105	5 956		5 956	5 956	8 429
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	12 980	14 698		14 698	14 698	12 481
Promotion et développement économique	13	35 065	39 300		39 300	39 300	14 690
Autres	14		12 171		12 171	12 171	47 472
Loisirs et culture	15	1 254 250	1 367 404	305 607	1 673 011	1 673 011	1 542 720
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	244 190	242 953		242 953	248 302	223 869
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	5 167 915	4 889 277	1 147 150	6 036 427	6 044 072	6 156 596
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		1 147 150 (	1 147 150)			
	21	5 167 915	6 036 427		6 036 427	6 044 072	6 156 596

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023		Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	63 125	276 436		276 436
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	345 893)(	752 001)(	159 321)(	911 322)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 ())))
Financement à long terme des activités d'investissement	4			38 280	38 280
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	46 696	52 206	21 639	73 845
Excédent accumulé	6	236 072	423 359	4 745	428 104
	7	(63 125)	(276 436)	(94 657)	(371 093)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8			(94 657)	(94 657)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14